



## Entreprises, quelle responsabilité dans le développement de la Nouvelle Europe ?

Christian SAINT-ETIENNE



Corinne Lepage est ancien ministre de l'environnement, avocate et au-dessus et par-dessus tout, la passionaria du long terme, celle qui veut imposer de nouvelles régulations en France, en

Europe et dans le monde, parce qu'elle a la passion des générations futures. C'est aujourd'hui qu'il faut commencer à préparer l'avenir de nos enfants. Corinne Lepage, avant de traiter ce sujet, comment réagissez-vous aux propos d'Emmanuel Todd, qui a eu un discours passionnant, mais en contradiction totale avec les propos tenus au cours du forum consacré à la défense et à la sécurité. Choisir de construire l'Europe contre les Etats-Unis est-ce raisonnable ?

### Chercher un sens au développement

Corinne LEPAGE

*ancien ministre de l'environnement*

Je dirais tout simplement que je suis quasiment en totale opposition sur tout ce qu'a dit Emmanuel Todd. Ce qu'il a dit correspond au désir de beaucoup de gens, mais malheureusement pas à la réalité. Nous sommes effectivement en face d'une super puissance. Mais le premier problème que les Européens ont, ce n'est pas les Etats-

Unis, mais c'est une menace qui est beaucoup plus large et qui ne vient pas des Etats-Unis. Alors, que nous ayons des divergences avec les Etats-Unis, une autre manière de voir les choses : oui. De là à en tirer la conséquence et la conclusion que la seule menace pour l'Europe c'est M. Bush et les Etats-Unis, je suis franchement en désaccord.



Ce qui me paraît intéressant dans la dynamique collective que nous connaissons au niveau de l'Europe, c'est probablement de chercher un sens au développement. Je crois que la très grande interrogation que nous avons aujourd'hui est peut-être avant tout d'ordre culturel et d'ordre identitaire. Qui sommes-nous, nous Européens, au XXI<sup>e</sup> siècle ? Que voulons-nous ? Nous avons, en réalité, beaucoup de difficultés à nous projeter dans l'avenir parce que nous avons un peu perdu le désir d'avenir. Car nous avons globalement, au fond de nous, peur de l'avenir. Nous sommes peut-être une des premières générations qui n'est pas absolument persuadée que la vie



de ses enfants sera meilleure que la sienne. Je crois que c'est là, la profonde interrogation des Européens, que n'ont peut-être pas aujourd'hui les Américains. Est-ce que nos enfants vont vivre mieux que nous ? Chaque génération qui nous a précédés l'a pensé et la foi dans le progrès, qu'il s'agisse du progrès social, du progrès technologique ou du progrès humain, a précisément traduit ce désir d'avenir. Et aujourd'hui, nous nous interrogeons sur le sens du progrès. Qu'est-ce que le progrès ? Est-ce que tout progrès technologique est bon à prendre ? Est-ce que le progrès technologique est nécessairement synonyme de progrès social et de progrès économique ? Est-ce que le progrès technologique est nécessairement générateur de progrès humain ? Voici le genre d'interrogations qu'ont, aujourd'hui, les Européens.



Comment pouvons-nous travailler ensemble autour du sens de notre développement ? Finalement, à quoi cela sert de faire tourner la machine économique ? Bien sûr, à gagner notre vie pour les uns et les autres, mais au-delà ? Quel est le sens profond du développement, dans un monde qui est quand même très inégalitaire, où les rapports Nord/Sud sont ce qu'ils sont ? Et sans tomber dans des propos altermondialistes, il est tout à fait clair

que, même si on a une vue égoïste des choses, on ne peut pas continuer à avoir un monde où les inégalités s'accroissent. Parce que nous savons tous, parce que nous sommes des gens d'expérience, que cela finit toujours très mal. Par conséquent, il faut que nous trouvions un sens à notre développement qui soit plus juste, plus équitable. C'est globalement ce que l'on appelle aujourd'hui un développement durable, durable signifiant "qui est susceptible de durer, de s'appliquer dans le temps comme dans l'espace". Le souci du long terme est, bien entendu, important, mais la préoccupation de l'espace, c'est-à-dire la manière dont vivent en même temps que nous d'autres humains, d'autres terriens, est également fondamentale. C'est autour de ce thème que je propose d'engager le débat sur trois pistes.

#### ● L'éco-économie

La première piste est la recherche de ce que l'on appelle "l'éco-développement", ou "l'éco-économie". C'est-à-dire de voir comment, à partir du système économique que nous connaissons, on peut arriver à développer des industries qui résolvent nos problèmes globaux, et qui n'accroissent pas les problèmes que nous rencontrons.



**Comment résoudre  
les problèmes globaux,  
sans accroître  
nos difficultés quotidiennes**

Ce que nous venons de vivre cet été à propos de la canicule peut illustrer ce propos. Nous avons vu la contradiction qu'il y avait entre le besoin d'avoir de la climatisation parce que nous avions très chaud, et le fait qu'utilisant la climatisation, nous consommions de l'énergie et que ce n'était



vraiment pas le moment de le faire. Conséquence, il faut évidemment développer des climatiseurs qui vont pouvoir travailler à l'énergie solaire. Quelles sont les entreprises en France ou en Europe qui fabriquent des climatiseurs fonctionnant à l'énergie solaire ? Je n'en sais rien, mais à mon avis, il ne doit pas y en avoir des quantités. Cet exemple peut être dupliqué à l'infini, dans la mesure où il est tout à fait clair que les problèmes que les entreprises et les citoyens rencontrent aujourd'hui vont être d'avoir des produits propres et des process propres, c'est-à-dire économes de matière première et d'énergie. Cela veut donc dire d'une part que la recherche/développement doit s'orienter dans cette direction, et d'autre part qu'il existe des gisements considérables pour créer de nouvelles entreprises dans un pays qui est en voie de désindustrialisation. Travailler sur tout ce qui est l'éco-développement et l'éco-économie, au sens d'écologie de l'économie, apparaît comme une voie prometteuse, tant pour la création de richesse que pour le développement de l'emploi.

### ● La régulation et la gouvernance

La deuxième grande question qui me paraît très intéressante est le problème de la régulation et de la gouvernance. Il est tout à fait exact que nous avons des vues, au départ, tout à fait différentes entre l'Europe et les États-Unis, sur ce que doit être la gouvernance et la manière dont elle doit être organisée. Je veux dire par là, les rapports entre l'Etat, le monde économique

et les citoyens. Pour nous Européens, la prévention, c'est-à-dire l'intervention en amont de l'Etat, apparaît comme quelque chose de normal, pour préserver les grands intérêts généraux. Aux États-Unis, le système est celui d'une responsabilité a posteriori. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de régulation a priori, notamment par la FDA ou d'autres organismes. Mais enfin, lorsque vous êtes un industriel, vous prenez vos risques, et si ça ne va pas comme il faut

et que vous causez des dommages, vous payez, et très cher. En

Europe, ce n'est pas comme cela que ça fonctionne. En

Europe, on considère que lorsqu'il y a des questions de santé publique, d'intérêts généraux qui sont en jeu, c'est au pouvoir politique d'intervenir, en amont, pour interdire, réguler, réglementer, limiter les risques qu'encourent les populations. Je dirais

que la même question se pose aujourd'hui au niveau mondial. Et nous sommes en plein dans l'actualité avec bien entendu Cancún et la réunion de l'Organisation mondiale du commerce. Je fais partie de ceux qui pensent qu'il est indispensable d'avoir une Organisation mondiale du commerce, et que mieux vaut réguler pas très bien que ne pas réguler du tout. La difficulté est qu'il n'existe, au niveau international, qu'une seule institution, l'OMC, pour régler les différends dans tous les domaines.



**Mieux vaut réguler imparfaitement  
que pas du tout**



L'OMC n'a pas été faite en réalité pour régler les différends sur la santé, sur l'environnement, sur le social, etc. Pourtant, c'est à l'OMC que tout se passe puisque, encore une fois, dans toutes les autres conventions internationales, vous n'avez pas d'organes de règlement des différends. Ou, si vous en avez, ils ne servent strictement à rien. Les juristes vous diraient que quelque part, c'est un peu du "grand virtuel". Parce qu'une règle sans sanction, cela n'existe pas dans la réalité. La vraie réflexion est de savoir si nous sommes capables de pousser un modèle de gouvernance internationale qui reproduise peu ou prou ce que nous souhaitons. Autrement dit, il est un peu utopique d'une part, d'accepter une libéralisation dans tous les secteurs, c'est-à-dire en réalité un désengagement des états, et d'autre part, d'interdire aux Etats de réguler. Ainsi, dans le cadre de l'ALENA, le Canada a été condamné à payer des sommes astronomiques à une société qui s'estimait victime d'une forme d'expropriation de son droit, parce que l'Etat avait interdit ou limité l'installation d'une entreprise qui produisait des déchets abominablement toxiques. C'est à ce type de questions que nous sommes aujourd'hui confrontés, avec un objectif de cohérence. Et nous revenons à la question identitaire que je posais tout à l'heure : qu'est-ce que nous voulons être ? Comment voulons-nous nous construire pour le siècle qui vient ? Autrement dit, on ne peut pas en même temps avoir un discours qui consiste à dire que nous vivons une véritable crise écologique aux niveaux climatique et sanitaire qui appelle la mise en place d'instruments pour régler ces questions et, parallèlement, dire que l'on met par terre toutes les régulations pour libéraliser totalement les échanges, les services, les produits dans tous les domaines. Je sais bien qu'on laisse aujourd'hui

à l'écart la culture et l'éducation, mais c'est pour mieux y revenir dans quelques années. Et les Etats passent en définitive au second plan. Parce que les fonds publics étant ce qu'ils sont, il est clair que les contribuables ne pourront pas ou n'accepteront pas de payer le "droit d'expropriation" d'entreprises qui se verraient limitées parce qu'elles ont des inconvénients sociaux et environnementaux considérables, que l'Etat en question ne veut pas accepter.



Donc vous voyez bien que nous sommes au cœur du débat sur la place réelle des politiques. A quoi, aujourd'hui, doit servir un Etat ou une région d'Etats si on parle au niveau européen ? Je crois que cette question de gouvernance et de régulation est une question absolument essentielle et fondamentale, dont finalement les citoyens voient mal les enjeux. On commence à parler de Cancún depuis une dizaine de jours. Et pourtant, c'est probablement l'un des sujets les plus importants à la fois pour l'avenir économique de nos pays, et pour le fonctionnement de notre démocratie.



### ● L'émergence d'une société civile

Je terminerais en disant un mot du rôle des citoyens dans cette Europe. Nous sommes incontestablement en face d'une émergence de la société civile comme troisième ou quatrième pouvoir, si l'on donne le troisième pouvoir à la presse. Si vous regardez les relations internationales telles qu'elles se sont construites au cours des siècles, vous constaterez qu'il y a d'abord eu des Etats nations.



#### **L'émergence de la société civile est le symptôme de la crise de représentation démocratique**

Puis il y a eu l'émergence de grands groupes internationaux dans le concert international, et donc un jeu à deux. Et aujourd'hui, nous constatons l'avènement d'un jeu à trois, avec les Etats, le monde économique pour ceux qui sont capables d'avoir une représentation internationale, et le reste, c'est-à-dire la société civile. C'est donc une réflexion sur ce que l'on appelle les contre-pouvoirs qui doit être menée. Parce que cette question de la gouvernance de la société civile est essentielle à la fois pour la démocratie et pour l'avenir de nos sociétés. D'abord, elle traduit une crise de la représentation démocratique dans la mesure où, si la société civile estime nécessaire ou éprouve le besoin de se faire entendre, c'est qu'elle considère ne plus être représentée par les Etats.

Deuxièmement, il est très important, et je serais heureuse d'entendre Dominique Bussereau sur ce point, de travailler de manière très active sur l'organisation de l'expression de cette société civile. Car ne pas vouloir reconnaître l'importance du sujet aboutit à permettre à ceux qui

sont les plus extrémistes, à ceux qui crient le plus fort, de pouvoir l'emporter. Et il y a un vrai risque de dérive. Autant il est important que les consommateurs, que les défenseurs de l'environnement, que les associations en général puissent donner leur point de vue, autant il est essentiel que ce que l'on essaye de faire aujourd'hui dans les entreprises, c'est-à-dire la bonne gouvernance d'entreprises, soit transposé au monde associatif. Qui décide ? Comment le président est-il choisi ? Qui représente-t-il ? Comment l'organisation est-elle financée ? Ces questions sont tout à fait essentielles et les réponses éclaireraient sous un autre jour la réalité du monde des ONG.

Si nous voulons aller vers une société internationale qui s'organise selon des règles, il est indispensable que nous travaillions ensemble. Sinon, les citoyens ne se sentiront plus représentés, parce que la majorité des gens n'appartient pas au monde de l'extrémisme. C'est autour de ces thèmes là que l'Europe peut effectivement être porteuse d'un sens, d'une direction pour une régulation internationale parce que nous avons justement cette capacité d'être entre un nouveau monde qui va très vite et une histoire qui admet le temps long dont les pays en développement ont aujourd'hui besoin pour pouvoir nous rejoindre.

